

Art. 6. Dans les alinéas 6 et 7 de l'article 17 du même arrêté les nombres « 200 » et « 400 » sont remplacés par les nombres « 250 » et « 500 »;

Art. 7. Dans l'article 18 du même arrêté modifié par l'arrêté ministériel du 7 février 2002, l'alinéa 2 est remplacé par les alinéas suivants :

« Dans la période du 1^{er} mai 2002 jusqu'au 31 août 2002 inclus, il est interdit à tous les bateaux de pêche de réaliser plus de quatre-vingt cinq jours de navigation. Dans la troisième période de quatre mois, qui prend cours le 1^{er} septembre 2002 il est interdit à tous les bateaux de pêche de réaliser plus de quatre-vingt cinq jours de navigation.

Les jours de navigation non utilisés peuvent être transférés à la prochaine période de 2002. »

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2002 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2002.

Bruxelles, 26 avril 2002.

V. DUA

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 1660

[S - C - 2002/29230]

27 MARS 2002. — Décret relatif aux maîtres de religion et professeurs de religion (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Modifications à l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements de la Communauté française

Article 1^{er}. Dans l'article 31 alinéa 2 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements de la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 3° est supprimé;

2° le 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° compter une ancienneté de fonction de cinq ans au moins dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. Dans celle-ci, l'ancienneté de fonction acquise dans un établissement d'enseignement subventionné peut intervenir pour un maximum de trois ans.

Pour les religions protestante, israélite, orthodoxe et islamique, l'ancienneté de fonction exigée est de deux ans au moins dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, dans laquelle l'ancienneté de fonction acquise dans un établissement d'enseignement subventionné peut intervenir pour un maximum d'un an.

Le calcul de l'ancienneté de fonction visée dans le présent article est effectué selon les règles suivantes :

a) les services effectifs rendus à titre de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours comptés du début à la fin des services prestés, y compris, s'ils sont englobés dans la période d'activité continue, les congés de détente ainsi que les vacances d'hiver et du printemps; ce nombre de jours est multiplié par 1,2;

b) les services effectifs rendus à un titre autre que celui de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés. Les services admissibles rendus pendant le mois au cours duquel le membre du personnel est désigné pour la première fois à un titre autre que celui de temporaire, sont réputés avoir été rendus à titre de temporaire;

c) les services effectifs rendus dans une fonction à prestations incomplètes interviennent pour une ancienneté égale à leur durée relative. La durée relative des services rendus dans une fonction à prestations incomplètes est égale au nombre de jours que représentent les mêmes services rendus dans une fonction à prestations complètes, multiplié par une fraction dont le numérateur est la valeur des prestations exprimée en heures hebdomadaires annuelles et dont le dénominateur est le nombre minimum d'heures de prestations, fixé pour que la fonction considérée soit à prestations complètes;

d) trente jours forment un mois;

e) la durée des services rendus à titre temporaire dans l'exercice de la fonction d'inspecteur de religion intervient pour une ancienneté égale dans le calcul de l'ancienneté de la fonction où le membre du personnel a été nommé ou désigné jusqu'à solution statutaire;

f) la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période;

g) la durée des services admissibles que compte le membre du personnel ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile. »

Art. 2. Dans l'annexe « Titres requis des maîtres de religion et des professeurs de religion » du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

A - Dans la rubrique « A. Religion catholique » :

1° dans le § 1, *f*, les mots « ou d'ingénieur » sont ajoutés entre les mots « licencié » et « obtenu »;

2° dans le § 2, *f*, les mots « ou d'ingénieur » sont ajoutés entre les mots « licencié » et « obtenu »;

3° dans le § 3 :

a) un *e*) rédigé comme suit est introduit après le *d*) :

« *e*) le diplôme de gradué complété par un certificat d'aptitudes pédagogiques délivré par le jury de la Communauté française institué à cette fin, un certificat de cours normaux techniques moyens, un diplôme d'aptitudes pédagogiques ou un certificat d'aptitude pédagogique délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale »;

b) les *e*), *f*) et *g*) deviennent respectivement *f*), *g*) et *i*);

4° dans le § 4, *e*), les mots « § 3, *c*), *d*), *f*) » sont remplacés par les mots « § 3, *c*), *d*), *e*) et *g*). »

B - Dans la rubrique « B. Religion protestante » :

1° dans le § 1, *f*, les mots « ou d'ingénieur » sont ajoutés entre les mots « licencié » et « obtenu »;

2° dans le § 2, *f*, les mots « ou d'ingénieur » sont ajoutés entre les mots « licencié » et « obtenu »;

3° dans le § 3 :

a) un *e*) rédigé comme suit est introduit après le *d*) :

« *e*) le diplôme de gradué complété par un certificat d'aptitudes pédagogiques délivré par le jury de la Communauté française institué à cette fin, un certificat de cours normaux techniques moyens, un diplôme d'aptitudes pédagogiques ou un certificat d'aptitude pédagogique délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale »;

b) les *e*), *f*) et *g*) deviennent respectivement *f*), *g*) et *i*);

4° dans le § 4, *g*), les mots « § 3, *b*), *c*), *d*), *e*) » sont remplacés par les mots « § 3, *b*), *c*), *d*), *e*) et *f*). »

C - Dans la rubrique « C. Religion israélite » :

1° dans le § 1, *e*), les mots « ou de licencié » sont remplacés par les mots « de licencié ou d'ingénieur »;

2° dans le § 2, *e*), les mots « ou de licencié » sont remplacés par les mots « de licencié ou d'ingénieur »;

3° dans le § 3 :

a) dans le point *e*), les mots « ou de licencié » sont remplacés par les mots « de licencié ou d'ingénieur »;

b) un *f*) rédigé comme suit est introduit après le *e*) :

« *f*) le diplôme de gradué complété par un certificat d'aptitudes pédagogiques délivré par le jury de la Communauté française institué à cette fin, un certificat de cours normaux techniques moyens, un diplôme d'aptitudes pédagogiques ou un certificat d'aptitude pédagogique délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale et par le certificat d'aptitude à l'enseignement religieux israélite au degré secondaire inférieur, délivré par le Consistoire central israélite de Belgique et signé conjointement par le président du Consistoire central israélite de Belgique et le grand rabbin de Belgique ou le grand rabbin attaché au Consistoire; »;

c) les *f*), *g*), *h*), *i*), *j*), *k*) et *l*) deviennent respectivement *g*), *h*), *i*), *j*), *k*), *l*) et *m*).

D - Dans la rubrique « D. Religion orthodoxe » :

1° le § 1, est complété par un *e*) nouveau libellé comme suit :

« *e*) le diplôme de licencié ou d'ingénieur délivré après quatre années d'études au moins dans une université, un centre universitaire, un institut ou une Haute Ecole en Belgique ou à l'étranger complété par le certificat de reconnaissance de la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique. »;

2° le § 2, est complété par un *e*) nouveau libellé comme suit :

« *e*) le diplôme de licencié ou d'ingénieur délivré après quatre années d'études au moins dans une université, un centre universitaire, un institut ou une Haute Ecole en Belgique ou à l'étranger complété par le certificat de reconnaissance de la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique. »;

3° le § 3, est complété par un *f*) nouveau libellé comme suit :

« *f*) le diplôme de gradué complété par un certificat d'aptitudes pédagogiques délivré par le jury de la Communauté française institué à cette fin, un certificat de cours normaux techniques moyens, un diplôme d'aptitudes pédagogiques ou un certificat d'aptitude pédagogique délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale et par le certificat de reconnaissance de la commission pédagogique de l'Eglise orthodoxe en Belgique. »

E - Dans la rubrique « E. Religion islamique » :

1° le § 1^{er} est modifié comme suit :

a) un point a nouveau, libellé comme suit est inséré :

« a) la qualité de ministre du culte »

b) dans le point a), devenant le point b), les mots « en Belgique ou à l'étranger » sont ajoutés entre les mots « islamique » et « complété »;

c) le point b) devient le point c);

d) dans le point c) devenant le point d), les mots « ou d'ingénieur » sont ajoutés entre les mots « licencié » et « obtenu »;

e) le point d) devient le point e);

2° le § 2 est modifié comme suit :

a) un point a) nouveau, libellé comme suit est inséré :

« a) la qualité de ministre du culte »

b) dans le point a), devenant le point b), les mots « en Belgique ou à l'étranger » sont ajoutés entre les mots « islamique » et « complété »;

c) le point b) devient le point c);

d) dans le point c) devenant le point d), les mots « ou d'ingénieur » sont ajoutés entre les mots « licencié » et « obtenu »;

e) le point d) devient le point e);

3° le § 3 est modifié comme suit :

a) un point a) nouveau, libellé comme suit est inséré :

« a) la qualité de ministre du culte »

b) dans le point a), devenant le point b), les mots « en Belgique ou à l'étranger » sont ajoutés entre les mots « islamique » et « complété »;

c) le point b) devient le point c);

d) un point d) nouveau, rédigé comme suit, est inséré :

« d) le diplôme de gradué complété par un certificat d'aptitudes pédagogiques délivré par le jury de la Communauté française institué à cette fin, un certificat de cours normaux techniques moyens, un diplôme d'aptitudes pédagogiques ou un certificat d'aptitude pédagogique délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale et par un certificat ou un diplôme d'aptitude à enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique. »;

e) les points c) et d) deviennent respectivement les points e) et f);

f) un point g) nouveau libellé comme suit, est introduit :

« g) un des diplômes cités au § 2, points c), d) et e) »;

4° le § 4 est modifié comme suit :

a) un point a) nouveau, libellé comme suit est inséré :

« a) la qualité de ministre du culte »

b) les points a) et b) deviennent respectivement les points b) et c);

c) un point d) nouveau, libellé comme suit est introduit :

« d) un des diplômes cités au § 2, points b), c), d) et e) et au § 3, points c), d), e) et f) ».

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires*

Art. 3. § 1. Par dérogation aux articles 11 à 22 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements de la Communauté française, ci-après l'arrêté royal du 25 octobre 1971, pour pouvoir être nommés par le Gouvernement, les maîtres de religion et professeurs de religion islamique et orthodoxe doivent remplir les conditions suivantes :

1° être belge ou ressortissant de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° avoir presté 480 jours au moins de service dans l'enseignement organisé par la Communauté française à la date d'entrée en vigueur du présent décret;

6° être porteur d'un des titres repris en annexe de l'arrêté royal du 25 octobre 1971;

7° être désigné à titre temporaire dans un emploi vacant comportant au moins le sixième du nombre d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes;

8° posséder les aptitudes physiques fixées par l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements;

9° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

10° s'être acquitté de sa tâche de manière satisfaisante.

Par dérogation aux 5° et 6° de l'alinéa premier, peuvent également être nommés les maîtres de religion et les professeurs de religion islamique qui, outre les autres conditions énumérées à l'alinéa premier, répondent cumulativement aux 3 conditions suivantes :

1° avoir été en fonction dans l'enseignement organisé par la Communauté française dans le courant du mois de septembre 1999;

2° compter à la date du 1^{er} septembre 1999, 240 jours au moins de service dans l'enseignement organisé par la Communauté française;

3° avoir presté 240 jours au moins de service dans l'enseignement organisé par la Communauté française entre le 1^{er} septembre 1999 et le 30 juin 2001.

§ 2. Pour le calcul du nombre de jours visés au § 1^{er} :

a) sont seuls pris en considération les services effectifs rendus dans l'enseignement organisé par la Communauté française dans la fonction de maître de religion orthodoxe ou islamique ou dans celle de professeur de religion orthodoxe ou islamique;

b) le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes ou incomplètes, est formé de tous les jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue, y compris s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente, ainsi que les vacances d'hiver et de printemps.

§ 3. Pour vérifier si le membre du personnel satisfait à la condition prévue au 10° du § 1^{er}, le Gouvernement reçoit dans les 24 mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret, un avis motivé du membre du personnel chargé provisoirement des tâches de l'inspection, désigné conformément à l'article 4, ou d'un inspecteur nommé, ainsi qu'un avis motivé du chef d'établissement.

L'avis du chef d'établissement porte sur l'action éducative, la tenue et la présentation, la correction du langage et le sens des responsabilités du membre du personnel.

L'avis du membre du personnel chargé provisoirement des tâches de l'inspection, ou de l'inspecteur, porte sur les aptitudes professionnelle et pédagogique du membre du personnel.

§ 4. Par dérogation à l'article 16 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, le membre du personnel qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent décret ne remplit pas la condition prévue au 9° du § 1^{er}, a 24 mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour y satisfaire.

Dans cette optique, le Gouvernement de la Communauté française organise des modules de formation français-langue étrangère dans l'enseignement de promotion sociale.

§ 5. Sur proposition du chef du culte ou de son délégué, le Gouvernement nomme le membre du personnel le premier du mois qui suit la date où l'ensemble des conditions énumérées au § 1^{er} sont rencontrées.

§ 6. Les dernières nominations en vertu du système dérogatoire prévu au présent article devront intervenir au plus tard 25 mois après la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 4. § 1^{er}. Le Gouvernement désigne à titre provisoire, sur proposition du chef du culte, parmi les maîtres de religion et les professeurs de religion en activité de service, remplissant les conditions de l'article 3, § 1^{er} alinéa 1^{er} :

— un membre du personnel auquel sont confiées les tâches de l'inspection prévues par l'arrêté royal du 25 octobre 1971, pour la religion orthodoxe;

— 3 membres du personnel auxquels sont confiées les tâches de l'inspection prévues par l'arrêté royal du 25 octobre 1971, pour la religion islamique.

Ces membres du personnel sont en outre chargés de remettre l'avis visé à l'article 3, § 3.

Pour les premières désignations à titre provisoire de membres du personnel chargés provisoirement des tâches de l'inspection conformément au présent paragraphe, les avis nécessaires à la vérification de la condition prévue à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10° doivent être remis préalablement à leur désignation à titre provisoire. L'avis motivé portant sur les aptitudes professionnelle et pédagogique du membre du personnel est dans ce cas établi par le chef du culte ou son délégué.

§ 2. Les membres du personnel désignés conformément au § 1^{er} sont, durant la période de leur désignation, dans la position administrative de l'activité de service. Le cas échéant, leur désignation à titre temporaire visée à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7° est suspendue durant cette période.

Les membres du personnel désignés conformément au § 1^{er} sont, rémunérés durant la période de leur désignation à titre provisoire. Ils bénéficient en outre, durant cette période, d'une allocation conformément à l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'Etat désignés provisoirement à une fonction de sélection ou de promotion.

Leur désignation à titre provisoire prend fin au plus tard à la nomination du/des premier(s) inspecteur(s) conformément à l'article 31 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971.

Art. 5. Si le candidat à une première nomination à la fonction de promotion d'inspecteur de religion a été désigné comme membre du personnel auquel sont confiées les tâches de l'inspection conformément à l'article 4 le rapport d'inspection requis à l'article 31, alinéa 2, 6° de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 est établi par le chef du culte ou son délégué.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 6. En cas de pénurie dûment constatée par le Gouvernement et sur proposition du chef du culte, le Gouvernement peut compléter la liste des titres requis visés dans l'annexe de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements de la Communauté française.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 27 mars 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—————
Note

Session 2001-2002.

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 248-1. — Amendements de commission, n° 248-2. — Rapport, n° 248-3. *Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 26 mars 2002.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 1660

[C — 2002/29230]

27 MAART 2002. — Decreet betreffende de leermeesters en leraars godsdienst (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der inrichtingen van de Franse Gemeenschap

Artikel 1. In artikel 31, tweede lid, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der inrichtingen van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 3° wordt geschrapt;

2° 4° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4° in het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs ten minste vijf jaar anciënniteit in hun ambt tellen. Bij de berekening ervan mag de anciënniteit verworven in een ambt in een gesubsidieerde onderwijsinrichting, voor ten hoogste drie jaar in aanmerking worden genomen.

Voor de protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst bedraagt de vereiste ambtsanciënniteit ten minste twee jaar in het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs, waarin de ambtsanciënniteit verworven in een gesubsidieerde onderwijsinrichting voor ten hoogste een jaar in aanmerking mag worden genomen.

De berekening van de in dit artikel bedoelde ambtsanciënniteit geschiedt als volgt :

a) de daadwerkelijk gepresteerde diensten als tijdelijke in een ambt met volledige dagtaak, worden in aanmerking genomen voor een anciënniteit gelijk aan het aantal dagen gerekend vanaf het begin tot op het einde van de gepresteerde diensten, met inbegrip van de ontspanningsverloven en de winter- en voorjaarsvakanties als deze binnen deze ononderbroken activiteitsperiode vallen; dit aantal dagen wordt vermenigvuldigd met 1,2;

b) de daadwerkelijk gepresteerde diensten in een andere hoedanigheid dan die van tijdelijke, in een ambt met volledige dagtaak, worden geteld per kalendermaand, waarbij onvolledige maanden niet meetellen. De diensten die in aanmerking kunnen komen en die zijn gepresteerd tijdens de maand waarin het personeelslid voor de eerste maal is aangesteld in een andere hoedanigheid dan tijdelijke, worden geacht tijdelijk te zijn gepresteerd;

c) de daadwerkelijk gepresteerde diensten in een ambt met onvolledige dagtaak worden in aanmerking genomen voor een anciënniteit gelijk aan hun relatieve duur. De relatieve duur van de gepresteerde diensten in een ambt met onvolledige dagtaak is gelijk aan het aantal dagen dan dezelfde diensten gepresteerd in een ambt met volledige dagtaak, vermenigvuldigd door een breuk waarvan de teller de waarde is van de prestaties uitgedrukt in uren per week op jaarbasis en de noemer het minimum aantal uren prestaties is, vastgesteld opdat desbetreffend ambt een volledige dagtaak zou hebben;

d) dertig dagen vormen een maand;

e) de duur van de tijdelijk gepresteerde diensten bij de uitoefening van het ambt van godsdienstinspecteur wordt in aanmerking genomen voor een gelijke anciënniteit bij de berekening van de ambtsanciënniteit waarin het personeelslid werd benoemd of aangesteld tot de statutaire benoeming;

f) de duur van de gepresteerde diensten in twee of meerdere ambten, met volledige of onvolledige dagtaak, gelijktijdig uitgeoefend, mag nooit meer bedragen dan de duur van de gepresteerde diensten in een ambt met volledige dagtaak uitgeoefend tijdens diezelfde periode;

g) de duur van de toelaatbare diensten dat het personeelslid telt, mag nooit meer bedragen dan twaalf maanden voor een kalenderjaar. »

Art. 2. In de bijlage « Bekwaamheidsbewijzen vereist van de leermeesters en leraars godsdienst » van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A - In de rubriek « A. Katholieke godsdienst » :

1° in § 1, f), worden de woorden « of van ingenieur » ingevoegd tussen de woorden « licentiaat » en « , bekomen »;

2° in § 2, f), worden de woorden « of van ingenieur » ingevoegd tussen de woorden « licentiaat » en « behaald »;

3° in § 3 :

a) wordt na d) een e) ingevoegd, luidend als volgt :

« e) het diploma van gegradueerde aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsgetuigschrift uitgereikt door de jury van de Franse Gemeenschap die daartoe is opgericht, een getuigschrift van middelbare technische gewone vakken, een pedagogisch diploma of een pedagogisch bekwaamheidsgetuigschrift uitgereikt door een inrichting van onderwijs voor sociale promotie »;

b) worden e), f) en g) respectievelijk f), g) en i);

4° in § 4, e), worden de woorden « § 3, c), d), f) » vervangen door de woorden « § 3, c), d), e) en g). »

B - In de rubriek « B. Protestantse godsdienst »

1° in § 1, f), worden de woorden « of van ingenieur » ingevoegd tussen de woorden « licentiaat » en « , bekomen »;

2° in § 2, f), worden de woorden « of van ingenieur » ingevoegd tussen de woorden « licentiaat » en « , behaald »;

3° in § 3 :

a) wordt na d) een e) ingevoegd, luidend als volgt :

« e) het diploma van gegradueerde aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsgetuigschrift uitgereikt door de jury van de Franse Gemeenschap die daartoe is opgericht, een getuigschrift van middelbare technische gewone vakken, een pedagogisch diploma of een pedagogisch bekwaamheidsgetuigschrift uitgereikt door een inrichting van onderwijs voor sociale promotie »;

b) worden e), f) en g) respectievelijk f), g) en i);

4° in § 4, e), worden de woorden « § 3, b), c), d), e) » vervangen door de woorden « § 3, b, c), d), e) en f). »

C - In de rubriek « C. Israëlitische godsdienst » :

1° worden in § 1, e), de woorden « of van licentiaat » vervangen door de woorden « van licentiaat of van ingenieur »;

2° worden in § 2, e), de woorden « of van licentiaat » vervangen door de woorden « van licentiaat of van ingenieur »;

3° in § 3 :

a) worden in punt e), de woorden « of van licentiaat » vervangen door de woorden « van licentiaat of van ingenieur »;

b) wordt na de e) een f) ingevoegd, luidend als volgt :

« f) het diploma van gegradueerde aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsgetuigschrift uitgereikt door de jury van de Franse Gemeenschap die daartoe is opgericht, een getuigschrift van middelbare technische gewone vakken, een pedagogisch diploma of een pedagogisch bekwaamheidsgetuigschrift uitgereikt door een inrichting van onderwijs voor sociale promotie en met het bekwaamheidsgetuigschrift voor het Israëlitisch godsdienstonderwijs in de lagere secundaire graad, uitgereikt door het Israëlitische centraal Consistorie van België en de Opperrabbijn van België of de opperrabbijn verbonden aan het Consistorie; »;

c) worden f), g), h), i), j), k) en l) respectievelijk g), h), i), j) k), l) en m).

D - In de rubriek « D. Orthodoxe godsdienst » :

1° wordt § 1 wordt aangevuld met een nieuw *e*), luidend als volgt :

« *e*) het diploma van licentiaat of van ingenieur, uitgereikt na minstens vier jaar studie in een universiteit, een universitair centrum, een instituut of en hogeschool in België of in het buitenland aangevuld met het erkenningsgetuigschrift van de pedagogische commissie van de orthodoxe Kerk in België. » ;

2° wordt § 2 aangevuld met een nieuw *e*), luidend als volgt :

« *e*) het diploma van licentiaat of van ingenieur, uitgereikt na minstens vier jaar studie in een universiteit, een universitair centrum, een instituut of en hogeschool in België of in het buitenland aangevuld met het erkenningsgetuigschrift van de pedagogische commissie van de orthodoxe Kerk in België. » ;

3° wordt § 3 aangevuld met een nieuw *f*), luidend als volgt :

d) het diploma van gegradueerde aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsgetuigschrift uitgereikt door de jury van de Franse Gemeenschap die daartoe is opgericht, een getuigschrift van middelbare technische gewone vakken, een pedagogisch diploma of een pedagogisch bekwaamheidsgetuigschrift uitgereikt door een inrichting van onderwijs voor sociale promotie en met het erkenningsgetuigschrift van de pedagogische commissie van de orthodoxe Kerk in België. »

E - In de rubriek « E. Islamitische godsdienst »

1° wordt § 1 als volgt gewijzigd :

a) er wordt een nieuw punt *a* ingevoegd, luidend als volgt :

« *a*) de hoedanigheid van minister van eredienst »

b) in punt *a*), dat nu punt *b*) wordt, worden de woorden « in België of in het buitenland » ingevoegd tussen de woorden « godgeleerdheid » en « aangevuld » ;

c) punt *b*) wordt punt *c*);

d) in punt *c*), dat punt *d*) wordt, worden de woorden « of van ingenieur » ingevoegd tussen de woorden « licentiaat » en « behaald » ;

e) punt *d*) wordt punt *e*);

2° wordt § 2 als volgt gewijzigd :

a) er wordt een nieuw punt *a* ingevoegd, luidend als volgt :

« *a*) de hoedanigheid van minister van eredienst »

b) in punt *a*), dat nu punt *b*) wordt, worden de woorden « in België of in het buitenland » ingevoegd tussen de woorden « godgeleerdheid » en « aangevuld » ;

c) punt *b*) wordt punt *c*);

d) in punt *c*), dat punt *d*) wordt, worden de woorden « of van ingenieur » ingevoegd tussen de woorden « licentiaat » en « behaald » ;

e) punt *d*) wordt punt *e*);

3° wordt § 3 als volgt gewijzigd :

a) er wordt een nieuw punt *a* ingevoegd, luidend als volgt :

« *a*) de hoedanigheid van minister van eredienst »

b) in punt *a*), dat nu punt *b*) wordt, worden de woorden « in België of in het buitenland » ingevoegd tussen de woorden « godgeleerdheid » en « aangevuld » ;

c) punt *b*) wordt punt *c*);

d) er wordt een nieuw punt *d*) ingevoegd, luidend als volgt :

« *d*) het diploma van gegradueerde aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsgetuigschrift uitgereikt door de jury van de Franse Gemeenschap die daartoe is opgericht, een getuigschrift van middelbare technische gewone vakken, een pedagogisch diploma of een pedagogisch bekwaamheidsgetuigschrift uitgereikt door een inrichting van onderwijs voor sociale promotie en met een bekwaamheidsgetuigschrift of -diploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België. » ;

e) punten *c*) en *d*) worden respectievelijk punten *e*) en *f*);

f) er wordt een nieuw punt *g*) ingevoegd, luidend als volgt :

« *g*) een van de diploma's vermeld in § 2, punten *c*), *d*) en *e*) » ;

4° wordt § 4 als volgt gewijzigd :

a) er wordt een nieuw punt *a* ingevoegd, luidend als volgt :

« *a*) de hoedanigheid van minister van eredienst »

b) punten *a*) en *b*) worden respectievelijk *b*) en *c*);

c) er wordt een nieuw punt *d*) ingevoegd, luidend als volgt :

« *d*) een van de diploma's vermeld in § 2, punten *b*), *c*), *d*) en *e*) en in § 3, punten *c*), *d*), *e*) en *f*) ».

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

Art. 3. § 1. In afwijking van artikelen 11 tot 22 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der inrichtingen van de Franse Gemeenschap, hierna het koninklijk besluit van 25 oktober 1971, moeten de leermeesters en leraars islamitische en orthodoxe godsdienst aan de volgende voorwaarden voldoen om te kunnen worden benoemd door de Regering :

1° Belg zijn of ingezetene van de Europese Unie, behoudens vrijstelling toegestaan door de Regering;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

5° op de dag van de inwerkingtreding van dit decreet minstens 480 dagen dienst hebben gepresteerd in het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs;

6° houder zijn van een van de bekwaamheidsbewijzen opgenomen in de bijlage van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971;

7° voorlopig aangesteld zijn in een vacante betrekking die minstens bestaat uit een zesde van het aantal uren om een ambt met volledige dagtaak te bekomen;

8° de lichamelijke geschiktheid bezitten zoals bepaald in het koninklijk besluit van 22 april 1969 tot vaststelling van de lichamelijke geschiktheid vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen;

9° voldoen aan de wets- en reglementsbepalingen betreffende de taalregeling;

10° zich voldoende hebben gekwetend van zijn taak.

In afwijking van 5° en 6° van het eerste lid kunnen eveneens worden benoemd de leermeesters en leraars islamitische godsdienst die, naast de in het eerste lid gestelde voorwaarden, achtereenvolgens voldoen aan de volgende drie voorwaarden :

1° in dienst zijn geweest in het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs tijdens de maand september 1999;

2° op 1 september 1999, minstens 240 dagen dienst tellen in het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs;

tussen 1 september 1999 en 30 juni 2001, minstens 240 dagen dienst tellen in het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs.

§ 2. Voor de berekening van het in § 1 bedoelde aantal dagen :

a) worden enkel in aanmerking genomen de diensten die daadwerkelijk zijn gepresteerd in het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs in het ambt van leermeester orthodoxe of islamitische godsdienst of in dit van leraar orthodoxe of islamitische godsdienst;

b) bestaat het aantal dagen verworven in een ambt met volledige of onvolledige dagtaak uit alle dagen van het begin tot het einde van de ononderbroken activiteitsperiode, met inbegrip van de ontspanningsverloven en de winter- en voorjaarsvakanties als deze binnen deze periode vallen.

§3. Om na te gaan of het personeelslid voldoet aan de in 10° van § 1 gestelde voorwaarde, krijgt de Regering, binnen de 24 maand na de inwerkingtreding van dit decreet, een met reden omkleed advies van het personeelslid dat voorlopig belast is met de inspectieopdrachten, aangesteld conform artikel 4, of van een benoemd inspecteur, alsook een met reden omkleed advies van het inrichtingshoofd.

Het advies van het inrichtingshoofd handelt over de educatieve initiatieven, de houding en het voorkomen, de taalzuiverheid en de verantwoordelijkheidszin van het personeelslid.

Het advies van het personeelslid dat voorlopig belast is met de inspectieopdrachten of van de inspecteur handelt over de professionele en pedagogische geschiktheid van het personeelslid.

§ 4. In afwijking van artikel 16 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs beschikt het personeelslid dat, op de dag van de inwerkingtreding van dit decreet niet voldoet aan de in 9° van § 1 gestelde voorwaarde, over 24 maanden om hieraan wel te beantwoorden.

Vanuit deze optiek organiseert de Regering opleidingsmodules Frans-vreemde taal in het onderwijs voor sociale promotie.

§ 5. De Regering benoemt het personeelslid, op de voordracht van het hoofd van de erediens of diens afgevaardigde, op de eerste dag van de maand volgend op de dag waarop aan alle in § 1 gestelde voorwaarden is voldaan.

§ 6. De laatste benoemingen krachtens het afwijkingssysteem voorzien in dit artikel moeten geschieden uiterlijk 25 maanden na de dag waarop dit decreet in voege is getreden.

Art. 4. § 1. De Regering duidt, onder de leermeesters en leraars godsdienst in actieve dienst en op de voordracht van het hoofd van de eredienst, de volgende leden voorlopig aan welke voldoen aan de in artikel 3, § 1, eerste lid, gestelde voorwaarden :

— een personeelslid dat, wat betreft de orthodoxe godsdienst, belast is met de in het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 bedoelde inspectieopdrachten;

— drie personeelsleden die, wat betreft de islamitische godsdienst, belast zijn met de in het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 bedoelde inspectieopdrachten.

Deze personeelsleden zijn daarenboven belast met het uitbrengen van het in artikel 3, § 3, bedoeld advies.

Voor de eerste voorlopige aanstellingen van de personeelsleden die voorlopig de inspectieopdrachten uitvoeren overeenkomstig deze paragraaf, moeten de adviezen nodig voor de controle van de in artikel 3, § 1, eerste lid, 10°, bedoelde voorwaarde uitgebracht worden vóór hun voorlopige aanstelling. Het met reden omkleed advies over de professionele en pedagogische geschiktheid van het personeelslid wordt in dit geval opgesteld door het hoofd van de eredienst of diens afgevaardigde.

§ 2. De personeelsleden die zijn aangesteld overeenkomstig § 1 worden, gedurende de periode van hun aanstelling, in de administratieve stand van actieve dienst geplaatst. Desgevallend wordt hun voorlopige aanstelling bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, 7°, tijdens deze periode geschorst.

De personeelsleden die zijn aangesteld overeenkomstig § 1 worden bezoldigd tijdens de periode van hun voorlopige aanstelling. Daarenboven ontvangen zij tijdens deze periode een toelage overeenkomstig het koninklijk besluit van 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het rijksonderwijs die voorlopig aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt.

Hun voorlopige aanstelling stopt uiterlijk op de benoeming van de eerste inspecteur(s), overeenkomstig artikel 31 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971.

Art. 5. Als de kandidaat voor een eerste benoeming in het bevorderingsambt van godsdienstinspecteur werd aangesteld als personeelslid aan wie de inspectieopdrachten werden toevertrouwd overeenkomstig artikel 4, wordt het in artikel 31, tweede lid, 6°, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 bedoeld vereist verslag opgemaakt door het hoofd van de eredienst of diens afgevaardigde.

HOOFDSTUK III. — Slotbepaling

Art. 6. Wanneer een personeelstekort is vastgesteld door de Regering, kan deze, op de voordracht van het hoofd van de eredienst, de lijst aanvullen van de vereiste bekwaamheidsbewijzen zoals bedoeld in de bijlage van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der inrichtingen van de Franse Gemeenschap.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 27 maart 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de opdrachten
toegewezen aan de ONE',
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

Zitting 2001-2002.

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 248-1. — Commissieamendementen, nr. 248-2. — Verslag, nr. 248-3.
Integraal document. — Bespreking en stemming. Vergadering van 26 maart 2002.